

**Voeux du président de la
République - Voeux aux armées de
M. Emmanuel Macron, président de
la République**

(Toulon, 19 janvier 2018)

Mesdames les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires et Elus,

Monsieur le Chef d'état-major des armées,

Messieurs les Chefs d'état-major,

Officiers, Officiers Mariniers, Sous-Officiers, Soldats, Aviateurs, Quartiers Maîtres et Marins,
Mesdames et Messieurs.

En ce moment de l'année il est d'usage de prononcer ses vœux.

Ceux-ci prennent un ton particulier lorsqu'il s'agit des armées, car la relation entre le président de la République et les armées est singulière, car les décisions que je prends, en tant que chef des armées, ont un effet immédiat sur le cours de votre activité, sur l'intensité de votre engagement, et parfois même sur votre vie, ou celle de vos familles.

Il n'est pas un instant sans que je mesure le poids de cette responsabilité, pas un instant où je ne pense à chacune de ces conséquences que je viens d'évoquer. C'est pour cette raison que le jour même de mon investiture j'ai ravivé la flamme sacrée sous l'Arc de Triomphe en l'honneur de tous les morts pour la France. C'est pour cela que, dès les premières heures de mon mandat, j'ai rendu visite aux blessés à l'hôpital Percy. C'est pour le manifester encore que je me suis rendu quelques jours après, pour mon premier déplacement, à Barkhane, au cœur d'un théâtre d'opérations, puis au cours des six premiers mois de mon mandat, à Gao, à Tapa en Estonie, à Abou-Dabi, à Ouagadougou, à Al-Udeid au Qatar, à Niamey dernièrement, mais aussi à Lorient, Brest, Istres, Balard ou Lyon.

En ce début d'année, les vœux que je veux former pour les armées ont donc une couleur toute particulière pour vous et pour vos familles.

Il n'y a pas une semaine sans que je ne voie la ministre des armées et le CEMA : toutes les

semaines pour le Conseil de défense, mais aussi à l'occasion d'entretiens réguliers. Je rencontre aussi vos chefs d'état-major, et mon chef d'état-major particulier me rend compte en temps réel, jour et nuit, de vos opérations. J'entends ce que chacun a à me dire, et je les écoute attentivement.

Mais je veux avoir ces moments pour vous rencontrer et incarner la responsabilité exorbitante que nous avons en partage, au service de la France et des Français. Je veux pouvoir vous regarder, les yeux dans les yeux, et exprimer ce lien indicible qui nous unit collectivement. C'est pourquoi je suis tout particulièrement heureux d'être avec vous aujourd'hui, ici, à Toulon.

Je remercie l'Amiral Prazuck pour son accueil, mais également le commandant et l'ensemble de l'équipage du BPC Dixmude, à bord duquel nous sommes. Je sais leur excellence professionnelle, la passion qu'ils ont de la mer, de leur métier, du service de la France, ce qui, chez les marins, ne fait qu'un. Près du pont d'envol j'ai vu la devise de la marine affichée dans la coursive : «Honneur, Patrie, Valeur, Discipline.» Dans cette formule on lit tout ce qui donne sens à votre engagement, et je le vois chaque jour à l'oeuvre chez celles et ceux que je croise, et celles et ceux qui m'accompagnent tous les jours, à commencer par l'Amiral Rogel.

Cet engagement, les Français le connaissent ; ils savent combien il est essentiel à la vie de notre Nation. Nos concitoyens savent qu'à terre, en mer, dans les airs, vous êtes en permanence mobilisés pour leur défense et leur sécurité. Ils vous sont aussi reconnaissants de ce que vous êtes, des valeurs que vous incarnez et qui sont comme des repères au sein de notre société : l'esprit collectif, la solidité face aux épreuves, le courage, l'abnégation, le service des autres.

Ces valeurs, certains de vos camarades les ont incarnées jusqu'au sacrifice de leur propre vie, cette vie qu'ils ont donnée dans une fidélité et un courage dont nous resterons à jamais redevables. En opérations sur les théâtres, mais aussi au cours d'activités opérationnelles sur le territoire national, et en mer, le long de nos côtes, sept militaires de nos armées sont morts en 2017.

Je sais que leurs familles, éprouvées, sont chaque jour soutenues par la communauté militaire. C'est votre honneur, à tous, et je vous en remercie au nom de la Nation toute entière, qui n'oublie jamais ce qu'elle doit à ceux qui sont morts pour sa liberté.

Je salue également celles et ceux qui ont été blessés au combat. Ils luttent courageusement pour guérir de ces blessures qui les ont atteints dans leur corps et dans leur tête. La France a aussi une dette envers eux et j'irai cette année encore à leur rencontre, dans leurs unités, sur les lieux où ils sont soignés, pour leur témoigner de notre solidarité et de notre soutien.

Je pense plus spécialement, en cet instant, à ceux qui ont été blessés lors de l'attaque par véhicule suicide contre nos forces la semaine dernière, dans l'Est du Mali. Parmi ces blessés figurent des militaires du service de santé. Je veux tout particulièrement remercier les femmes et les hommes de ce service : leur expertise est unique, et surtout leur engagement opérationnel, aux côtés de nos soldats, est permanent et inconditionnel, du fond de l'Adrar des Ifoghas jusqu'à nos hôpitaux en métropole. Je veux ici les remercier.

Je veux enfin m'adresser au monde combattant : anciens combattants et représentants du monde associatif, vous qui perpétuez le souvenir du sacrifice des générations précédentes, votre présence, ici, est le symbole de la continuité de notre Nation, de la permanence de ses valeurs, de son engagement pour la liberté et pour la paix. En ce début d'année, je veux vous assurer de toute ma considération, de celle du gouvernement, qui connaît vos préoccupations et, je le sais, s'attache à y répondre dans un souci de justice et d'équité.

Depuis le 14 mai dernier nous avons parcouru beaucoup de chemin ensemble. Je salue l'action de Florence Parly à la tête du ministère. Elle agit avec une intelligence et une bienveillante efficacité qui ne laisse pas indifférent, avec ténacité également. Et auprès d'elle je veux remercier Madame la secrétaire d'Etat Geneviève Darrieussecq, qui, avec détermination et humanité, l'accompagne.

Je tiens à remercier, devant vous, le chef d'état-major des armées, le général Lecointre, ainsi que vos chefs d'état-major. Ils vous commandent avec courage et loyauté.

Madame la Ministre, Mon Général, Messieurs les Chefs d'état-major, nous avons franchi beaucoup d'étapes, des étapes capitales pour les armées et pour notre pays : la rédaction de la Revue stratégique en des temps record, sous la direction d'Arnaud Danjean, l'augmentation du budget de la défense pour 2018, la relance de l'Europe de la défense, la coordination des services de renseignement, la mise en chantier de la loi de programmation militaire. Et sur le plan des opérations : la rénovation de l'opération Sentinelle, la mise en place du G5 Sahel, la victoire militaire, presque totale, contre Daech au Levant.

Ces derniers mois ont été intenses, mais je veux ici vous rassurer, pour ceux qui pourraient en douter : nous allons continuer, et au même rythme, avec la même intensité, et la même volonté, parce que le monde bouge autour de nous et parce que la Nation nous regarde.

Les mois qui viennent nous conduiront à pleinement finaliser cette loi de programmation militaire, dont je vais dans un instant vous exposer les principes et les grandes lignes, et à ouvrir un nouveau chantier : celui du service national universel. Je veux ici rassurer chacun : il sera mené à son terme, il entrera à bon port ; il sera conduit par l'ensemble des ministères concernés, et pas simplement celui des armées ; il aura un financement ad hoc qui ne viendra en rien impacter la loi de programmation militaire.

La Revue stratégique qui m'a été remise en octobre a dressé le constat du monde dans lequel nous vivons. Nous sommes entrés dans une ère de grandes turbulences. Les risques et les menaces, que nous connaissions déjà pour la plupart, se sont accrus, amplifiés, leurs effets se sont rapprochés de nous jusqu'à nous toucher directement.

Avec la mondialisation, les intérêts de notre pays ne se limitent plus seulement à la défense de notre territoire et de nos approches. Nous le savons, tout se tient aujourd'hui, et défendre notre territoire c'est parfois lutter contre les terroristes qui fomentent les attentats à plusieurs milliers de kilomètres d'ici.

Dans le même temps, le monde se fracture, un certain nombre d'Etats se délitent, faisant le terreau de l'obscurantisme, du terrorisme, et de tous les trafics qui les accompagnent. Du Levant jusqu'au Sahel, nous sommes pleinement engagés contre ces menaces nouvelles.

Nous assistons, enfin, à une réaffirmation des politiques de puissance qui se doublent d'une militarisation croissante des relations internationales, au détriment du multilatéralisme. Ainsi, le nombre et le type de crises pouvant affecter nos intérêts, notre sécurité, ont augmenté de manière sensible. Par leur simultanéité, leur complexité, leur dispersion géographique, elles ont mis nos armées sous forte tension.

Cette description du monde tel qu'il est aujourd'hui, nous laisse entrevoir la manière dont il va évoluer dans les décennies à venir, et c'est à cela que nous devons nous préparer. Nous n'envisageons sans doute pas toutes les menaces qui adviendront mais nous en voyons les formes multiples, les risques nouveaux. C'est à cela que je veux travailler, avec vous.

Je veux une France forte, maîtresse de son destin, protectrice de ses citoyens et de ses intérêts, capable d'assurer sa défense et sa sécurité, et, en même temps, capable de proposer des réponses globales aux crises qui nous touchent. Je veux une France qui aide et qui protège ceux qui sont les victimes de l'obscurantisme ou du terrorisme, et dont la voix soit entendue par-delà nos frontières. Je veux une France fidèle à ses engagements au sein de l'Alliance Atlantique, mais qui soit également le moteur de l'autonomie stratégique européenne.

Pour cela il nous faut un outil de défense complet, fort, moderne, puissant, mis en oeuvre par des armées réactives et tournées vers l'avenir. Je veux que cet outil soit complémentaire de notre diplomatie et de l'aide au développement, au service d'une stratégie globale. Il n'y a pas d'armée efficace si l'action et l'intervention ne s'inscrivent dans une feuille de route diplomatique claire, à laquelle nous travaillons chaque jour. Il n'est d'action de sécurité efficace si elle ne se double d'un travail en matière de développement, que nous conduisons aujourd'hui de manière exemplaire, par exemple au Sahel.

Nous le savons, les menaces d'aujourd'hui sont potentiellement les guerres de demain. Dès lors la passivité nous conduirait à notre perte. Je compte sur vous, soldats, marins, aviateurs, militaires des directions et services, je compte sur vous personnels civils de la défense, je compte sur vous tous, membres de la communauté de défense, pour être des acteurs allants, enthousiastes et fiers de cette transformation.

Le chemin qui s'ouvre à nous est enthousiasmant car il s'agit de consolider nos armées et de les projeter vers cet avenir nouveau, afin qu'elles répondent, demain encore, à leur vocation telle qu'elle a été réaffirmée par la Revue stratégique : celle de dissuader, d'anticiper et de prévenir, de protéger et d'intervenir partout où nos intérêts le commandent.

La dissuasion tout d'abord. Depuis plus de 50 ans elle est la clé de voûte de notre stratégie de défense. Je sais qu'il y a eu, sur ce sujet, beaucoup de débats. Tous les débats sont légitimes, mais ils sont aujourd'hui tranchés. La dissuasion fait partie de notre histoire, de notre stratégie de défense, et elle le restera. Dans le monde que nous connaissons, et qui sera demain, à n'en

pas douter, encore nucléaire, je suis convaincu que la pertinence de notre modèle de dissuasion, basé sur la stricte suffisance, demeure. C'est lui qui nous permet de conserver notre autonomie stratégique et notre liberté d'action en toutes circonstances, dans un contexte international qui n'autorise aucune faiblesse, nous le voyons encore aujourd'hui. C'est pourquoi, je lancerai, au cours de ce quinquennat, les travaux de renouvellement de nos deux composantes, dont la complémentarité ne fait pas de doute : la force océanique qui, par la permanence à la mer, nous protège de toute surprise stratégique, et la composante aérienne qui, par sa démonstrativité, fait partie du dialogue de dissuasion.

La protection, ensuite, est une mission prioritaire des armées. Dans le contexte du terrorisme islamiste, elle a montré, et elle montre chaque jour, toute sa pertinence, avec les postures permanentes de sûreté maritime et aérienne, dont le rôle est essentiel, mais aussi le dispositif Sentinelle, en soutien des forces de sécurité intérieure. Je pense également à la protection des emprises militaires. Face à une menace diffuse, changeante, je suis convaincu qu'il nous faut sans cesse réévaluer nos dispositifs et le mode d'emploi de nos forces.

C'est ce que nous avons fait à l'automne dernier pour l'opération Sentinelle ; la ministre des armées, avec le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a recomposé l'organisation opérationnelle de nos forces pour mieux répondre à la menace. La souplesse, la réactivité, l'imagination, l'inventivité que vous cultivez en opérations extérieures, ou lors des déploiements lointains, doivent également s'appliquer sur notre sol, le long de nos côtes, dans notre espace aérien.

Cette aptitude à protéger vous la démontrez également lorsque des crises touchent nos concitoyens. À l'occasion d'Irma, votre disponibilité, votre savoir-faire, que j'ai pu apprécier sur le terrain, vos qualités opérationnelles, ont permis de gagner un temps précieux, de sauver des vies. Vous vous êtes mobilisés pour porter secours et assistance à nos compatriotes des Antilles, en renfort des unités du ministère de l'intérieur. Vous avez été solides, et je veux ici vous en remercier.

La troisième fonction que nous devons consolider, c'est la connaissance-anticipation. Notre aptitude à connaître, à comprendre, à prévoir est essentielle à nos opérations car elle donne le pouvoir de décider de manière autonome, de prendre l'avantage à tous égards. Lorsque nous avons sur ce point relâché les efforts, lorsque nous n'avons pas créé les conditions, alors nous avons été dépendants, alors nous avons parfois perdu l'avantage. Pour cela, nous continuerons à renforcer et à mutualiser nos capacités de renseignement optique, électromagnétique, humain et cyber.

À chaque fois que je me déplace sur un théâtre d'opérations, les commandants de force ne manquent pas de me dire qu'ils manquent de moyens de renseignement. Nous l'avons encore vu il y a quelques semaines ensemble. Qu'ils se rassurent ! Je les ai entendus et ce sera un volet important de la loi de programmation militaire. Nous continuerons également à rationaliser nos efforts, à mieux coordonner nos services de renseignement. C'est le sens de la modernisation et de l'extension des missions de la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, mises en place dès le mois de juin et dont je veux ici saluer le travail.

Parmi les missions des armées, il y a bien entendu l'intervention. Par ses capacités de projection interarmées, le Dixmude en est un acteur emblématique. Cette capacité d'intervention de nos armées partout dans le monde permet à la France d'honorer ses responsabilités, d'honorer nos engagements internationaux et de soutenir si besoin notre action diplomatique par une action militaire. Cette capacité d'intervention, autonome ou en coalition, sera maintenue à son meilleur niveau, qui nous confère aujourd'hui une grande crédibilité internationale.

Intervenir, c'est ce que nous avons fait il y a cinq ans au Sahel avec l'opération Serval, qui a permis d'éviter la déstabilisation de toute l'Afrique de l'Ouest. Nous l'avons fait de manière autonome avec une rapidité incomparable. C'est ce que nous continuons à faire aujourd'hui avec Barkhane qui, aux côtés des armées du Sahel et de la MINUSMA, combat avec détermination les groupes terroristes, les empêchant de se reconstituer en force significative capable d'ébranler un Etat, une région, comme ils l'avaient fait en 2013.

L'opération Barkhane est soutenue par des actions diplomatiques et de développement, car je le redis encore, l'action militaire peut suffire à gagner la guerre, mais seule une stratégie globale permet de rétablir la paix et de gagner dans la durée. La veille de Noël, je suis allé à Niamey rencontrer vos camarades déployés, je voulais être avec eux en ces moments particuliers de fin d'année et j'y ai vu des femmes et des hommes fiers de servir, profondément empreints de leurs missions et de leurs responsabilités. J'ai salué également les soldats africains, allemands, américains, canadiens servant à leurs côtés et illustrant tout à la fois cette capacité d'autonomie que j'évoquais et notre capacité à travailler avec nos partenaires.

C'est par les alliances et la coopération, par la combinaison des efforts que nous parviendrons à ramener la paix. C'est pour cela et dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, qui est la raison de notre présence militaire au Sahel, que j'ai souhaité avec les chefs d'Etat de la région bâtir la force G5. La ministre s'est particulièrement engagée sur ce sujet et depuis le mois de juillet dernier, nous avons profondément amélioré les conditions politiques et opérationnelles de cette mission. Les forces du G5 Sahel sont en train de se déployer et c'est cet esprit de coopération, qui est nécessaire, qui permettra notre victoire dans la durée. C'est aussi dans cet esprit de coopération que Londres a annoncé hier son soutien à Barkhane, avec le déploiement au Sahel d'hélicoptères de manoeuvre. Cette capacité sera particulièrement appréciée.

Notre capacité d'intervention, nous savons aussi l'intégrer dans une coalition : nous agissons ainsi au sein de l'Union européenne avec l'opération Atalante en océan Indien, ou Sophia en Méditerranée ; et à ce titre, je tiens à féliciter l'équipage de la frégate Aconit pour le sauvetage ce mardi de 106 migrants en danger de mort au large de la Libye. Nous intervenons également avec les Nations unies au Liban, avec l'OTAN dans les pays baltes ou en coalition internationale comme au Levant au sein de l'opération Chammal.

Je veux m'attarder sur celle-ci : aujourd'hui grâce aux efforts de toutes les nations impliquées et l'organisation militaire, Daech au Levant est presque totalement défaite. Je suis confiant : dans les prochaines semaines, nous parviendrons à cette victoire militaire sur le terrain. Comme je l'ai dit, ce ne sera pas la fin de ce combat ; nous adapterons notre dispositif national en fonction de la situation opérationnelle au cours de cette année ; je veux désormais que nous nous engagions résolument dans la stabilisation, la reconstruction et l'aide aux populations, avec nos partenaires.

Enfin, la Revue stratégique a mis à juste titre l'accent sur la fonction de prévention, qui a pour but de contribuer, notamment par la coopération, à la stabilité des zones qui représentent un enjeu direct pour notre sécurité et notre défense. Ces missions, qui participent pleinement de la stratégie globale que j'ai souhaité mettre en place, doivent être développées car il est plus efficace de prévenir une crise qu'avoir à la gérer.

Les armées participent activement à la coopération de défense et puisque nous sommes sur un BPC, je veux rappeler l'action de notre marine dans le golfe de Guinée, pour aider les forces maritimes locales à lutter contre la piraterie et les trafics. C'est aussi le rôle permanent de nos forces de présence et de souveraineté et la raison des déploiements ponctuels ou récurrents de nos trois armées ; c'est le sens de la mission Jeanne d'Arc que le Dixmude va conduire dans quelques semaines en mer de Chine.

Il s'agit maintenant d'obtenir en retour une mobilisation accrue de nos partenaires, en particulier européens, dans le cadre d'une stratégie préventive conjointe. C'est par exemple ce que nous faisons en Afrique, en proposant d'accueillir des unités européennes dans le cadre des pôles opérationnels de coopération que j'ai décidé de renforcer.

Ces cinq fonctions stratégiques ainsi posées, je voudrais maintenant aborder les principes qui ont guidé l'établissement de la loi de programmation militaire et, plus largement, mon ambition pour nos armées à l'horizon 2030 ; et je veux ici remercier toutes celles et ceux qui ont travaillé dans un temps record sur cette nouvelle loi de programmation militaire sous l'autorité du Premier ministre et du secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale ici présent, avec l'implication évidemment de tous les ministères et au premier rang de la ministre des armées.

Vous le savez, considérant que le monde devenait moins dangereux, la part de la richesse nationale consacrée à la défense a été progressivement réduite par les gouvernements depuis vingt ans, LPM après LPM ; et même si une certaine sagesse a conduit à conserver un modèle complet, celui-ci connaît aujourd'hui des difficultés liées aux décisions prises lors des LPM précédentes. Les formats ont été profondément contraints, revus à la baisse et je sais toutes les tensions qui ont été connues et sont encore connues sur le terrain.

C'est pourquoi j'ai pris des engagements clairs dès la campagne présidentielle sur ce sujet ; c'est pourquoi ces engagements seront tenus. J'ai décidé d'arrêter cette lente érosion de nos capacités militaires et de prendre un engagement fort qui sera décliné dans cette loi de programmation militaire.

Pour régénérer notre modèle d'armée, en garantir l'efficacité, l'adapter à nos enjeux, j'ai avant tout décidé qu'un effort budgétaire inédit serait fait dans le domaine de la défense. La loi de finances votée par le Parlement s'élèvera en 2018 à 34,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 1,8 milliard d'euros par rapport à 2017. Le projet de loi de programmation militaire que j'ai validé en conseil de défense mercredi dernier portera la trajectoire des ressources à 2% du produit intérieur brut en 2025, avec des marches d'ores et déjà garanties de 1,7 milliard d'euros chaque année jusqu'en 2022 et de 3 milliards d'euros en 2023. Dans le

contexte budgétaire contraint que nous connaissons, c'est un effort inédit et incomparable. Il implique donc la plus grande exigence collective et j'y veillerai personnellement, n'en doutez pas !

Sur l'utilisation des budgets, et cela vaut pour tous les ministères, je serai d'une exigence absolue ; c'est pourquoi la ministre me rendra compte très régulièrement des résultats obtenus. J'ai la conviction que notre défense est absolument prioritaire et j'assume devant la Nation mes choix de vous donner ces budgets ; mais vous ne devez pas ignorer qu'ils se traduiront par ailleurs par une réduction des ressources accordées à d'autres politiques publiques ; dès lors que je veux que chaque euro dépensé contribue directement et efficacement à l'amélioration de notre outil. Je vous donne donc des moyens mais en même temps, ce sera pour vous plus de responsabilités.

En aucun cas, il ne s'agit de reproduire ce que nous avons connu mais de déployer l'armée nouvelle dont nous avons besoin à tous égards, et donc d'être innovants, exigeants. Chaque dépense sera évaluée à l'aune de son utilité opérationnelle. Peut-être certains d'entre vous, lassés par les réductions des formats ou les batailles budgétaires des années passées, se sont en quelque sorte laissés gagner par la routine ou une certaine méfiance. Ce logiciel là, dans les conditions budgétaires que la Nation consent, il faut l'oublier. Nous n'avons aujourd'hui qu'un mot d'ordre : la confiance retrouvée et l'exigence qui va avec. Cet engagement, il est clair ; je le prends devant vous, il s'accompagne d'une exigence qui est tout aussi claire : une transparence partagée et une confiance restaurée entre tous les ministères.

C'est l'imagination, la volonté d'aller de l'avant, le dynamisme qui font la force de nos armées et de notre pays. J'attends de chaque chef, de chaque responsable, de chaque commandant d'unité et chef de corps qu'il insuffle cette nouvelle dynamique.

Je veillerai également, avec le soutien du Premier ministre, de la ministre des armées et du ministre chargé de l'action et des comptes publics, à une exécution budgétaire à la fois entière et complète mais également fidèle et sincère. La «sincérisation» budgétaire est plus qu'une recommandation, c'est un devoir de vérité que nous devons aux Français. Au coeur de cet effort de «sincérisation», il y a la dotation annuelle pour les opérations extérieures, qu'il convient d'ajuster. Depuis des années, nous sous-estimons systématiquement le coût des opérations extérieures, ce qui nous donne droit à des débats incompréhensibles pour le commun des mortels mais parfaitement connus pour tous les acteurs de celui-ci. Il s'ensuit des batailles budgétaires de fin d'année pour savoir qui va absorber le surcoût, batailles parfois vives qui laissent des cicatrices profondes et parfois lourdes de conséquences en termes de confiance mutuelle.

Ces batailles, là aussi, je n'en veux plus. L'ajustement de la dotation pour les OPEX sera réalisé en portant progressivement la dotation annuelle qui était fixée jusqu'alors à 450 millions d'euros à 1,1 milliard d'euros en 2020.

Cela nous permettra d'avoir ainsi la sincérité pleine et entière de nos engagements, ce qui, en aucun cas, doit nous conduire à figer nos engagements en OPEX. Il nous faut garder la souplesse stratégique, la réadaptation capacitaire permanente. C'est notre devoir et c'est ce que nous ferons.

Je vous parle là de chiffres, de budget, car ils sont un indicateur de l'effort consenti. Pourtant, pour la défense comme pour les autres domaines de l'action publique, ce n'est pas le moteur budgétaire qui me guide et qui doit nous guider.

Ce qui doit nous guider, c'est la juste place de la France dans le concert des nations. C'est la réalité opérationnelle des engagements d'aujourd'hui et de demain. C'est ce que nous voulons préserver en national et ce que nous devons faire en coopération. C'est le juste milieu qu'il faut trouver entre les opérations à mener, le maintien des compétences et des aptitudes et la préparation du futur. C'est le balancement entre la gestion du court terme et la prise en compte du temps long.

C'est pourquoi je veux que notre outil militaire s'adapte pour répondre aux crises d'aujourd'hui et de demain, ainsi qu'aux nouveaux modes de conflictualité que je décrivais. Et je veux également des mesures à hauteur d'homme, dont l'effet puisse se faire sentir positivement dans le quotidien de vos missions. Il nous faut donc à la fois, dans cette stratégie nouvelle et ces engagements, être à la hauteur des nouvelles menaces et changer le quotidien de nos soldats, parce qu'ils en ont besoin, parce que nous vous le devons.

À ma demande, les travaux de préparation de la LPM qui ont été conduits sous l'autorité du Premier ministre par votre ministre, le CEMA, vos chefs d'état-major, ont été basés sur quatre principes majeurs. L'amélioration des conditions de vie et de fonctionnement courant des armées, la nécessaire modernisation de vos équipements et le comblement des réductions capacitaires, la coopération européenne, et enfin l'innovation.

Ces quatre principes, je veux ici y revenir.

Les conditions de vie et de fonctionnement d'abord, c'est absolument capital. Dans le jargon militaire, pardonnez-moi, on me dit : «regagner de l'épaisseur organique». Je ne sais pas si c'est plus clair comme cela ; en tout cas, cela participe de la même volonté et celle-ci, nous l'avons ensemble portée. Ce souci part d'un constat : depuis trop longtemps, en raison de budgets en contraction, des choix ont été faits de privilégier le format, le nombre des équipements, au détriment du quotidien. Alors les armées ont serré les dents parce qu'il en va de la psychologie de celles-ci, de la dignité et de la force.

Nombre d'entre vous rencontrés sur les théâtres d'opérations me l'ont dit : en opération, ça va ; c'est en revenant que c'est souvent plus difficile, parce que c'est là qu'on a fait les efforts, c'est là qu'on a pris sur le quotidien. Nous dégagerons donc des ressources pour consolider vos conditions de vie professionnelle. Je veux ici mettre la priorité sur l'entraînement, sur l'infrastructure, sur les équipements du quotidien, sur les soutiens en général.

Il faut aussi réfléchir à notre organisation qui n'a pas encore fini d'absorber la réforme, je devrais dire la révolution, des bases de défense. Après avoir discuté avec nombre d'entre vous, je suis convaincu qu'il reste des progrès à faire, notamment en redonnant des responsabilités de cohérence aux autorités locales.

Je voudrais profiter de ma présence ici à Toulon, dans la plus grande de nos bases de défense, pour m'adresser à vous, militaires et personnels civils des services interarmées de soutien, qui avez été très impactés par les réformes des 10 dernières années. Votre rôle est fondamental tant dans les bases de défense que lorsque vous êtes projetés en opérations. Je vous le dis, demain comme aujourd'hui, vous serez un élément-clé de nos armées. Votre mission est essentielle. Sans vous, nos opérations, dans toutes les fonctions stratégiques, ne pourraient tout simplement pas être réalisées. C'est pourquoi je voulais aujourd'hui vous rendre aussi un hommage tout particulier.

Le deuxième principe qui a guidé la préparation de la LPM, c'est l'accélération de la modernisation de nos armées, afin qu'elles puissent répondre dans les meilleures conditions aux contrats opérationnels que je leur ai fixées : outre les missions permanentes, être capable de s'engager dans la durée et simultanément sur trois théâtres d'opérations, avec la capacité à assumer le rôle de nation-cadre sur un théâtre et d'être un contributeur majeur au sein d'une coalition. C'est cela notre réalité aujourd'hui, depuis plusieurs années, et sans doute pour encore plusieurs années. Vous en lirez tous les détails dans le projet de loi.

Cette modernisation a déjà été entamée avec, par exemple, les frégates et les SNA, les avions de combat et de transport, l'artillerie, les VBCI, les équipements Félin. Mais il ne faut pas se cacher l'héritage, là aussi, des précédentes LPM : les hypothèses de vieillissement qui avaient conduit à retarder le remplacement de certains matériels nous ont conduits dans une situation critique sur certains segments. Nous le savons tous.

Le renouvellement accéléré des matériels est donc prioritaire à mes yeux, car à côté d'équipements récents et à la pointe de la technologie, ils sont nombreux et vous me les montrez toujours sur le terrain avec fierté, certains de vos matériels sont à bout de souffle. Certaines obsolescences sont criantes et elles peuvent parfois conduire à mettre en danger la vie de certains. Et de cela vous souffrez, car votre matériel, vos équipements, ce n'est pas qu'une question d'endurance, d'efficacité opérationnelle, encore moins de confiance. C'est bien aussi une question de sécurité.

C'est pour cela qu'au-delà de la modernisation générale des capacités, j'ai voulu de vrais choix. C'est ainsi que, dans les années à venir, nous nous attacherons d'abord à garantir la soutenabilité et la cohérence du modèle d'armée. Il ne sert à rien d'avoir des équipements si on n'a pas le matériel pour les entretenir, ou si on n'a pas le personnel entraîné pour le servir, ou l'armement pour l'engager.

Ensuite, la priorité sera donnée au renouvellement de nos capacités militaires les plus critiques dans les trois milieux.

Pour l'armée de terre, par un effort important sur le segment des véhicules blindés médians, celui qui est le plus engagé en opérations. Pour la marine, en renouvelant et en augmentant le nombre des pétroliers ravitailleurs tout en renforçant sa capacité de prévention. Je pense ici aux patrouilleurs qui manquent aujourd'hui cruellement, en particulier outre-mer. Enfin pour l'armée de l'air, l'effort sera porté sur l'accélération et l'augmentation du programme d'avions

ravitailleurs et sur les capacités de renseignement aéroportées.

Un effort important, je vous l'ai dit, sera également réalisé dans le domaine du renseignement, avec là aussi des engagements clairs et des priorités. Une posture permanente du renseignement sera créée, s'appuyant sur la mise en service d'un segment spatial renouvelé et de nouvelles capacités de recueil de renseignement, des systèmes de drones MALE supplémentaires, des avions légers de surveillance et de renseignement, des avions de renseignement et de guerre électronique, des bâtiments spécialisés de recueil de renseignement.

Les espaces de liberté comme le cyber, l'espace ou les zones maritimes sont aussi devenues aujourd'hui des espaces de confrontation.

C'est pour cette raison que les capacités de cyberdéfense du ministère seront renforcées dans tous les domaines du renseignement, de la protection et de l'attribution des attaques ainsi que dans notre capacité de réaction. Les menaces dans l'espace cyber concernent tous les services de l'Etat. C'est l'objet de la revue Cyber que j'ai confiée au Premier ministre, qui est conduite par le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale et dont les conclusions me seront remises à la fin du mois.

Pour ce qui concerne le domaine spatial, où les acteurs sont mieux connus et le seuil d'entrée technologique plus élevé, le renouvellement et l'augmentation des capacités de détection seront menés en coopération avec nos alliés européens.

Enfin, pour ce qui concerne les espaces maritimes, un effort sera conduit, je vous l'ai dit, via l'accélération du programme des patrouilleurs, sur la surveillance de nos zones économiques exclusives dont la majeure partie se trouve outre-mer.

Cet engagement en matière de renseignement fait partie des priorités stratégiques et se déclinera donc dans nos priorités budgétaires et opérationnelles.

Au-delà de la modernisation des capacités, il faut aussi identifier les dysfonctionnements et avoir le courage de les affronter, de s'attaquer aux organisations, aux habitudes qui minent parfois notre efficacité. À périmètre constant, nous devons faire mieux. C'est ce qu'a entamé le ministre dans le domaine du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques et je la félicite. Vous conviendrez que l'amélioration de la disponibilité des avions et des hélicoptères est un enjeu fort pour toutes les armées. Alors voilà, ce chantier est lancé et j'en attends beaucoup.

Le troisième principe sur lequel sera basé la LPM, c'est la coopération. Notre volonté de faire plus pour la défense et la sécurité trouve ses limites dans nos budgets qui, eux, ne sont pas extensibles quels que soient les engagements forts que je viens d'évoquer. C'est pourquoi il nous faut nous unir et coopérer, en particulier avec nos partenaires européens.

Je sais que, parmi vous, certains continuent de voir dans la coopération européenne un danger, un danger sur la taille des armées françaises, tant cette coopération a été présentée dans le passé comme une espèce de cache-sexe de la réduction des formats. Je sais bien toutes les réticences qui existent sur ce sujet, mais je veux ici vous passer un message fort et clair : l'autonomie stratégique, opérationnelle est maintenue. C'est ma priorité. Les engagements budgétaires sont pris et seront tenus.

La coopération, c'est ce qui va nous permettre de nous démultiplier et non plus, contrairement à ce qui a été présenté pendant des années, être la compensation d'une réduction budgétaire ou de format. Non ! C'est ce qui va nous permettre, parce que nous sommes en train de devenir très clairement et nettement l'armée de référence européenne, le meilleur moyen de démultiplier celle-ci dans toutes ses capacités.

Et donc, je veux ici, sur ce sujet, qu'il n'y ait aucun malentendu, pour qu'il puisse n'y avoir aucune réticence. Pour paraphraser une personnalité illustre : «N'ayez pas peur !». Il ne s'agit pas de faire moins, il s'agit de faire mieux ensemble. Je crois, vous le savez, en une Europe plus efficace qui protège ses intérêts et ses valeurs et qui se donne les moyens de sa défense et de sa sécurité.

Dans cette ambition européenne renouvelée, l'Allemagne est pour nous un partenaire primordial. Et malgré le contexte du Brexit, le Royaume-Uni est et restera un partenaire essentiel. Nous l'avons réaffirmé hier lors du sommet franco-britannique et nous continuerons à le décliner de manière concrète.

J'ai présenté fin septembre les objectifs qui me semblent prioritaires pour l'Europe de la défense. Il ne s'agit pas de dupliquer ou de concurrencer l'OTAN, mais de réunir les conditions de l'autonomie stratégique de l'Europe. Cette autonomie stratégique, c'est une nécessité géopolitique. Quand vous regardez les puissances de plus en plus inquiétantes qui émergent à notre voisinage, quand vous voyez certaines déclarations et la tension qui existe sur les budgets de l'OTAN, il est clair que tout en restant positionnés comme nous le sommes au sein de l'Alliance, il nous faut, au niveau européen, travailler à cette autonomie stratégique et opérationnelle et nous en donner les moyens.

Dans cet esprit, j'ai proposé une initiative européenne d'intervention. Cette approche concrète dont vous êtes la source et le moteur doit permettre aux pays européens volontaires et disposant des capacités militaires nécessaires, et cela va au-delà de l'Union européenne seule, d'établir une relation privilégiée entre les armées.

Je souhaite que votre expérience, votre expertise opérationnelle, votre modèle d'anticipation, de renseignement, de planification, soit partagé et fédère un groupe qui interviendra demain ensemble. Pourquoi, en effet, attendre qu'une crise survienne pour essayer de trouver une solution commune ?

Je pense par exemple, et ce sont les plus évidentes, aux planifications d'évacuation des ressortissants européens, mais aussi aux interventions humanitaires comme celle que nous avons conduites dans les Antilles après l'ouragan Irma. Cette liste n'est pas exhaustive mais

elle démontre la capacité que nous devons développer bien davantage.

En parallèle, au sein de l'Union européenne, les outils pour renforcer notre défense se mettent en place. Le 11 décembre dernier, vingt-cinq pays de l'Union ont décidé d'une coopération militaire inédite en vue de développer ensemble nos équipements et nos armements et de faciliter nos opérations extérieures. Nous avons lancé une coopération structurée permanente, qu'il s'agit maintenant de mettre en pratique avec imagination et détermination.

J'attends de vous que vous soyez au rendez-vous en étant présents dans ces projets, en élaborant davantage de projets que la France portera. Cette coopération est une opportunité. Nous devons l'utiliser justement comme démultiplicateur et n'avoir aucune réticence. Nous devons au maximum coordonner ces projets et nous devons être présents dans tous les projets stratégiques pour nos armées et pour la défense de l'Europe.

Nous devons là-dessus être le pays de référence de cette coopération. Il en va de notre responsabilité comme de notre intérêt. Nous devons conforter l'indépendance technologique de l'Europe et sa capacité à anticiper les prochaines ruptures stratégiques. Nous devons encourager les approches communes pour équiper nos armées.

Vous vivez les conséquences des manques dans ce domaine et la complexité induite par les standards multiples. Je pense, par exemple, aux hélicoptères mais c'est vrai aussi des avions. Nous avons face à nous des puissances militaires qui n'ont souvent qu'un standard quand nous en avons bien davantage au sein de l'Union européenne. En faisant converger ces derniers, en induisant aussi des regroupements et la réorganisation de nos industries de défense pour l'accompagner, nous serons plus forts. Nous nous équiperons plus vite. Nous serons plus résistants. Là aussi, il faudra changer des habitudes mais cela fait partie de l'exigence que nous vous devons, parce que ce sera autant de ressources budgétaires intelligemment gagnées.

La coopération, vous le voyez, c'est notre intérêt. Mais, je tiens à le préciser, elle ne saurait se restreindre aux Etats européens et aux Etats-Unis, qui demeurent un allié fondamental.

Nos responsabilités, nos intérêts de sécurité, sont mondiaux. La France continuera à développer et à approfondir des partenariats stratégiques sur tous les continents. Je pense bien sûr à l'Australie, à l'Inde, au Brésil mais aussi à nos alliés du golfe arabo-persique comme à nos partenaires méditerranéens ou asiatiques.

Vous l'avez compris, je veux que l'effort consenti par la Nation durant les sept prochaines années se traduise concrètement sur le plan du fonctionnement courant, sur le plan de l'entretien, sur le plan des moyens.

Je ne fais pas de promesses intenables. Il n'est pas question d'un modèle d'armée chimérique et insoutenable qui ne s'appuierait que sur le format, faisant fi de ce que nous pouvons et devons faire avec nos alliés. Non ! Je veux, par des mesures pragmatiques et de bon sens, régénérer nos armées et redonner une pleine cohérence à notre modèle, un modèle tourné vers l'action et la coopération, avec des effets visibles à court terme et crédibles à long terme.

Ce défi est de taille. Il n'est pas gagné a priori et nous devons, tous et toutes, pleinement y participer. Chacun devra prendre sa part et prendre à bras-le-corps les problèmes tels qu'ils ne manqueront pas de venir.

Je veux un regard neuf et dégagé de tout a priori lié au passé ; je veux des idées et de l'innovation et je veux de l'opiniâtreté.

Et c'est le quatrième principe que j'ai fixé à cette LPM : innover pour faire face aux défis futurs. Notre DGA avec ses ingénieurs de talent, que je salue, nous est enviée par nos partenaires ; mais elle doit aussi faire évoluer ses méthodes.

Monsieur le Délégué général pour l'armement, je vous remercie car vous avez accepté de relever ce défi, sous l'autorité de la ministre. La DGA doit être un facilitateur, apportant, au-delà de son ingéniosité, de la souplesse, afin que de vrais choix capacitaires puissent être faits. Elle doit permettre l'émergence des ruptures technologiques qui donneront demain l'avantage à nos forces. Elle doit également tirer avantage de la révolution numérique.

Je crois aux capacités de la France, en particulier aux start-up et aux entreprises de taille intermédiaire, qui doivent agir en synergie avec les champions de notre industrie de défense. Les relations doivent aussi évoluer entre le ministère des armées et nos industriels de défense, à qui je veux aussi m'adresser.

Vous êtes des partenaires spéciaux, précieux, uniques et dotés de compétences rares. C'est grâce au matériel que vous fabriquez que nos armées peuvent gagner leur crédibilité sur les théâtres d'opération ; mais c'est aussi grâce au retour d'expérience de nos armées que vous êtes à la pointe dans beaucoup de domaines ; c'est aussi grâce à nos armées et à l'Etat que vous exportez dans nombre de pays. Je sais que la relation est bonne entre vous mais je suis également persuadé qu'en demeurant aussi bonne, elle pourrait être plus efficace et davantage mise au service de nos finances publiques. Et je suis persuadé que si on valorisait proprement l'expérience de nos armées à l'intérieur comme à l'extérieur et si nous savions la valoriser à tous égards, nous devrions avoir des matériels moins chers, encore plus adaptés plus rapidement avec, sans doute, un entretien encore plus efficace. Je pense à cet égard que nous devons aller vers un meilleur rapport coût / efficacité.

J'attends beaucoup de la réforme du MCO aéronautique. Je veux que se développe une nouvelle relation comme, vous l'avez donc compris, entre nos armées et nos industriels, faite de complémentarité, de confiance mais aussi d'exigence. Je ne suis dupe de rien en la matière, je sais que demain même, malgré ces engagements, des voix s'élèveront pour dire «Il faudrait maintenant tout de suite faire un deuxième porte-avions» par exemple ou des choses de ce genre. On pourrait tout faire ! Qu'on considère ce que nous sommes en train de faire ; nous ferons ce qu'il faut pour être au rendez-vous de notre autonomie stratégique.

Nous serons au rendez-vous de toutes les attentes, de toutes les exigences, mais il ne faut pas sur ce sujet mener des batailles d'arrière-garde, de couloirs ou de coursives, en voulant

toujours pousser davantage et encore davantage pour que l'Etat dépense, pour combler les besoins de l'un ou de l'autre.

L'Etat est aux côtés de ces industriels, il l'est pour les besoins de nos armées comme à l'export. Mais j'attends la même exigence, la même transparence et le même esprit de responsabilité de nos industriels de défense.

La DGA doit contractualiser avec l'industrie, selon des cycles de vie complets. Nous ne pouvons pas avoir des équipements qui aujourd'hui ont les taux d'indisponibilité qui sont parfois les nôtres. Cela n'est pas responsable, cela n'est pas réaliste et l'exigence que j'ai à l'égard de nos armées, j'aurai la même à l'égard de nos industriels. Nous investissons, non pas pour faire moins bien ou être moins efficaces, nous investissons pour avoir les meilleures prestations possibles.

En matière d'équipement, la coopération européenne doit également être un axe structurant pour nos programmes. Parmi les programmes à venir, il y a l'aviation de combat du futur qui doit, dès maintenant, faire l'objet d'une réflexion commune sans tabou, afin de dégager de vraies options et de vraies options utiles pour notre armée de l'air, mais de vraies options également dans le cadre desquelles nos industriels trouveront pleinement la place qu'ils méritent compte tenu de leur excellence. C'est encore une mission que j'ai confiée à la ministre et je sais que les travaux ont déjà commencé.

Je veux maintenant, avant de conclure, vous parler de la vraie richesse de nos armées : vous-mêmes, les femmes et les hommes de cette communauté de défense, qui servez avec dévouement. J'attache la plus grande importance à la condition militaire, c'est-à-dire à vos conditions de vie et à votre juste positionnement dans la société.

D'abord parce que la condition militaire fait partie intégrante de l'efficacité opérationnelle : être militaire n'est pas un métier comme les autres, vous le savez mieux que quiconque ; on n'est pas soldat, marin, aviateur uniquement pendant les heures ouvrables ; c'est un engagement de chaque jour qui implique tout l'entourage et notamment vos familles ; et vous êtes d'autant plus efficaces et opérationnels que les contraintes et les contingences liées à vos absences, à la mobilité, au logement, à l'imprévisibilité, sont intégrées et qu'une réelle attention est portée à vos familles par l'institution.

Ensuite parce que l'attractivité de la fonction militaire répond au défi permanent du recrutement et de la fidélisation dont nous avons absolument besoin ; j'y tiens profondément et là aussi, nous devons dans les années qui viennent profondément changer les choses, revoir sans doute l'organisation des carrières, la fluidité de certains passages qui permettent de renforcer l'attractivité.

Le premier axe d'amélioration de la condition militaire que j'ai fixée à la ministre c'est l'accompagnement des familles et sur ce sujet depuis plusieurs mois, la ministre a profondément travaillé. Le deuxième, c'est l'amélioration des conditions de vie des militaires tout au long de leur vie professionnelle. Voilà le coeur du plan que la ministre a dévoilé et qui est désormais mis en oeuvre. Je m'assurerai personnellement, à échéance régulière, de sa

bonne application mais également de son adaptation à chacune de vos garnisons, à chacune de vos situations : je veux du sur mesure, qui réponde à vos besoins et ne soit pas progressivement détourné par les contraintes administratives.

Pour manifester cet attachement à vos familles, j'avais demandé que les familles soient invitées aujourd'hui à ces vœux aux armées. À l'instant, j'ai rencontré des conjoints, des enfants, et même des parents de jeunes marins du Dixmude. Je veux leur redire ici, en présence de tous : considérez-vous comme faisant pleinement partie du ministère des armées. Je crois que d'ailleurs vous l'avez d'ores et déjà pleinement intégré. Considérez-vous comme faisant partie de cette communauté, comme faisant partie de celles et ceux à qui la Nation doit chaque jour reconnaissance. Je sais les sacrifices qui sont les vôtres, les longs mois d'attente, l'inquiétude qui accompagne les missions, la fatigue qui peut parfois accompagner ces longues absences, les attentes et les reculs, les angoisses. Tout cela, nous vous en sommes reconnaissants parce qu'il n'y a pas militaire engagé s'il n'y a pas à ses côtés une famille engagée. Ce plan présenté par la ministre, et les actions conduites, auxquelles nous tenons beaucoup, n'est donc pas un accessoire : c'est au cœur de la mission. Merci aussi pour cela.

Je ne voudrais pas finir également sans saluer les membres du Conseil supérieur de la fonction militaire et les membres des Conseils de la fonction militaire des armées qui sont vos relais dans le processus de concertation du ministère. C'est bien grâce au dialogue constructif que nous trouvons de nouvelles pistes d'amélioration de la condition militaire et à cet égard, je compte pleinement sur vous.

Je veux ici aussi remercier l'ensemble des parlementaires que je sais, dans les commissions compétentes, au premier titre celle de la défense, pleinement engagés à vos côtés, toujours en soutien des armées, toujours présents également sur le terrain, et vigilants à la bonne application des engagements pris.

Sur un bâtiment de guerre, la mise en œuvre des chaînes fonctionnelles implique tout l'équipage, du détecteur au secrétaire, du mécanicien au cuisinier. L'interdépendance est totale, c'est ce qui fait que nos équipages sont soudés sous l'autorité de leur commandant. C'est cet esprit d'équipage que je veux pour notre défense, car cette année 2018 qui débute est une année charnière, pleine de promesses et de défis, et nous aurons besoin les uns des autres.

Mener avec succès nos opérations aujourd'hui et se préparer à gagner les combats de demain nécessite ardeur, détermination, courage et réactivité. Les Françaises et les Français ont conscience de ce qu'ils vous doivent, des sacrifices que cela exige de vous et je veux ici en ce début d'année vous exprimer en leur nom ce qu'ils ressentent à votre égard : reconnaissance et fierté.

Au seuil de cette nouvelle année, je tiens à vous souhaiter, à chacune et chacun d'entre vous, à vos familles, une heureuse année 2018 ; une année pleine de joie et de satisfactions, une année riche également de succès et de réussites, durant laquelle vous continuerez partout, en France comme à l'extérieur, à porter nos couleurs, notre fierté, notre exigence au service de la France.

Vive la République, vive la France !./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)